

Crise des subprimes ou des souverains, bulle internet ou des Émergents, krach de 1929 ou de 1987, notre horizon est envahi par ces énoncés qui suggèrent le désordre économique, le chaos financier et le malheur social.

Mais notre compréhension des phénomènes en cause est piégée par ces énoncés, car il est des krachs qui ne sont pas suivis de crises comme en 1987, des bulles qui éclatent sans provoquer de crises systémiques comme la bulle du numérique et des crises qui durent sans bulles ni krachs comme la crise larvée de la zone euro.

Par ailleurs, pendant la crise, si l'on ose dire, la croissance continue, le rattrapage s'accélère et les inégalités entre nations reculent.

Comment rendre compte de réalités aussi contradictoires ?

On pourrait faire un usage plus rigoureux des mots. Réserver le terme de crise à un changement d'état, à un passage d'un ordre économique à un autre reprenant ainsi la vieille définition gramscienne de la crise comme passage d'un monde ancien qui tarde à mourir vers un monde nouveau qui tarde à naître. On pourrait rappeler que la formation de bulles est un processus inhérent à la finance car la valeur d'un actif est une promesse, qui elle-même est conditionnée par les modes de financement disponibles. On pourrait

enfin réserver le terme de krach à des événements singuliers, brutaux, ponctuels. Cet effort de rigueur sémantique, pour utile qu'il soit, ne règle pas tout, car dans la crise que nous connaissons depuis 2007, il y a bien eu éclatement de la bulle immobilière, krach de Lehman Brothers et crise rampante.

D'où la tentation de la grande explication ! Depuis la fin des Trente Glorieuses, on a le sentiment d'une crise continue dont les caractéristiques sont une moindre croissance, une stagnation des revenus salariaux, un développement des inégalités, la multiplication des accidents financiers et la tentation est grande de les attribuer à un changement de modèle économique avec le passage à la mondialisation, à un épuisement du progrès technique, au triomphe de la finance, à l'épuisement des ressources naturelles et énergétiques. Mais les faits sont rebelles. Au cours des quarante dernières années, la croissance mondiale s'est accélérée, nombre de pays en développement ont émergé, la pauvreté a reculé et notre univers de consommation s'est peuplé d'objets naguère inconnus et aujourd'hui devenus indispensables. La planète financière s'est certes hypertrophiée, les accidents se sont multipliés, les États ont été mis à contribution, mais la finance a bien participé à cette croissance ne serait-ce que parce qu'elle a recyclé les capitaux excédentaires des uns et mis en place les financements nécessaires aux autres.

Comprendre les causes, mettre à jour les mécanismes

Ce livre-entretien n'a pas d'autre ambition que de tenter de comprendre, de mettre à jour les causes et les enchaînements qui produisent les crises, et d'analyser les mécanismes économiques et financiers qui permettent d'en rendre compte. La méthode est simple, elle consiste à considérer chacun des faits générateurs d'une crise (un krach, une bulle...) comme un révélateur ponctuel d'un dysfonctionnement du système qu'il faut identifier, mais aussi comme une fenêtre sur des transformations plus sourdes, plus anciennes du modèle économique qui se révèlent à la faveur de la crise. Il devient ainsi possible de relativiser la portée des grandes explications.

Ce livre-entretien s'organise donc autour de cinq chapitres.

Dans un premier temps, on tente de planter le décor en présentant la séquence des crises, bulles et krachs qui se sont succédé depuis 1974 et en les mettant face aux discours qui prétendent en rendre compte globalement. On constate que les crises de dettes souveraines ont fait le tour du monde n'épargnant ni les pays émergents, ni les pays développés, que les bulles d'actifs se sont multipliées ainsi que les krachs sans lendemain et que les grandes explications n'emportent guère la conviction.

D'où l'attention particulière portée dans le chapitre 2 à la crise systémique maîtrisée qui a démarré en 2007 et dont nous vivons encore les effets. L'attention portée aux mécanismes de propagation d'une crise survenue sur une catégorie d'actifs financiers et qui, par vagues successives, a gagné la planète entière révèle les effets non anticipés de l'autonomisation de la sphère financière et les impasses de la régulation publique.

Le retour de la puissance publique dans sa forme mondiale avec le G20, la Banque des règlements internationaux (BRI) ou le Fonds monétaire international (FMI), européenne avec la Banque centrale européenne (BCE) ou le Fonds européen de stabilité financière (FESF), et nationale avec les politiques contra-cycliques, réglementaires et sectorielles est l'objet du chapitre 3. La question à laquelle il convient de répondre est de savoir si, instruits par le risque systémique, les pouvoirs publics ont été capables d'adopter à chaud les régulations appropriées.

Dans le chapitre 4, on s'intéresse plus spécifiquement à la France, un pays qui au plus fort de la crise résiste mieux que ses voisins, mais qui semble incapable de rebondir quand la reprise se dessine.

Enfin, dans un chapitre conclusif, on revient sur la question initiale – crise ou grande transformation – pour dessiner les traits du changement de modèle de développement et d'organisation économique.

Ce livre-entretien ne défend pas une thèse et ne prétend pas substituer un grand discours aux autres, il entend plus modestement mettre à nu des mécanismes, s'interroger sur l'absence durable de réactions face aux signaux faibles constatés et faire le point sur les mesures de remédiation prises. Tout au plus, peut-on affirmer qu'hier comme aujourd'hui le refus de prendre en compte les problèmes quand ils apparaissent a conduit et conduira à la multiplication des crises.